

La France reste le pays européen le plus attractif pour les investissements étrangers

Malgré la crise, la France reste le pays européen qui a attiré le plus de projets d'investissements étrangers, devant le Royaume-Uni et l'Allemagne. Mais elle doit maintenant asseoir son leadership.

Temps de lecture : minute

7 juin 2021

C'est un ouf de soulagement. Après avoir arraché de haute lutte la première place des pays européens les plus attractifs en matière d'investissements directs étrangers, la France a consolidé sa place de leader durant la crise. Le *baromètre EY de l'Attractivité de la France* en témoigne : avec 985 projets d'investissements étrangers, elle coiffe au poteau le Royaume-Uni (975) et distance l'Allemagne (930). C'était pourtant loin d'être gagné, la crise ayant plus fortement touché l'Hexagone que ses deux voisins. Les investissements y affichent ainsi un repli de 18%, contre seulement 12% outre-Manche et 4% outre-Rhin. Une baisse plus conséquente que la moyenne européenne qui s'établit à 13%, ce qui permet également de voir que la crise du Covid a eu des conséquences plus néfastes sur les investissements que la crise financière de 2008 (-11% en moyenne).

Il faut dire que le pays tout entier s'est mobilisé pour non seulement ne pas sombrer mais continuer d'avancer. Le plan de relance mis sur pied par le gouvernement est le premier levier qui a permis de conserver cette première place. Il est perçu par 44% des dirigeants comme "*plus efficace que celui des pays concurrents*", indique EY, contre 44% qui le trouvent aussi performant et seulement 10% moins performant. Le rapport State of

European Tech d'Atomico avait déjà loué, fin 2020, la capacité de la France à surmonter la crise en 2020 grâce à de conséquentes aides publiques et une stratégie de long terme de soutien à l'investissement, qui se confirme ici.



À lire aussi

Oui, l'État a sauvé les levées de fonds de la tech française en 2020

Le rapport EY rappelle néanmoins que le gouvernement n'a été que le chef d'une armée économique prête à croiser le fer. *"La bataille [a] fait rage pendant la crise pour rassurer les investisseurs, consolider les projets et donner de la visibilité à court et moyen terme. Or, force est de constater que l'action conjointe du gouvernement, des territoires et des dirigeants d'entreprise a permis de maintenir ce leadership"* . Certes, la France a été aidée par les incertitudes liées au Brexit et le fédéralisme allemand qui a parfois empêché les entreprises de bénéficier de "super-combos" d'aides. Mais elle a aussi su s'organiser pour être la plus efficiente possible face à une crise inédite.

C'est maintenant que tout se joue

Contrairement à ce qu'on pourrait croire, la crise n'a donc pas constitué un moment charnière pour l'attractivité de l'Hexagone. Elle n'a fait que renforcer les atouts dont elle disposait déjà et qui l'avaient amené à cette place de leader européen. C'est maintenant que tout se joue. *"Le temps de l'urgence doit s'effacer devant celui de la reprise, pour permettre d'engager la France dans les grandes trajectoires de croissance, d'innovation et d'échanges internationaux et la positionner sur les secteurs clés du XXIe siècle : le numérique, la transition écologique, la gestion des villes et la connaissance"* , souligne ainsi le cabinet EY dans son rapport.

Les auteurs du rapport se veulent confiants pour cette période de transition. *"La France a le potentiel pour consolider son attractivité, se réinventer et maintenir un leadership important en tirant parti des profondes transformations à venir, à condition de savoir prévenir d'éventuelles secousses sociales et économiques."* Tout comme les dirigeants tricolores : 58% d'entre eux estiment que la France peut devenir un leader mondial en matière d'écologie d'ici cinq ans.

Article écrit par Geraldine Russell